RF

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 42.416/2
DU 26 MARS 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 2 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Compte tenu du délai imparti, de la complexité de la matière et de l'absence de rapport au Roi accompagnant le projet, il n'a pas été possible de vérifier si toutes les dispositions du projet sont conformes aux principes d'égalité et de non-discrimination. Il n'a pas pu être vérifié non plus si le projet assure la nécessaire cohérence avec les autres réglementations relatives au statut des agents. Il appartient aux auteurs du projet de vérifier soigneusement si ces principes et exigences sont respectés par le projet.

Sous cette réserve, l'arrêté royal en projet appelle les observations suivantes.

La portée du projet

La carrière des agents de l'État fédéral fait l'objet d'une réforme en profondeur depuis plusieurs années. Une série d'arrêtés royaux ont été adoptés afin de régler la situation des agents titulaires de grades communs aux différentes administrations de l'État [(1)].

Des règles particulières ont par ailleurs été adoptées pour tenir compte des spécificités de certaines administrations, parmi lesquelles celles du Service public fédéral (S.P.F.) Finances. Un arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances a arrêté les échelles de traitement spécifiques attachées à certains

(1) Voir notamment l'arrêté royal du 5 septembre 2002 portant réforme de la carrière de certains agents des administrations de l'État, l'arrêté royal du 4août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État, l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la carrière du niveau D des agents de l'État et portant diverses dispositions en matière de mesures de compétences et de formations certifiées et l'arrêté royal du 22 novembre 2006 portant diverses mesures en matière de carrière des agents de l'État des niveaux A, B, C et D.

.../...

grades particuliers du niveau 1 et à certains grades des niveaux B, C et D [(2)]. La réforme des carrières du niveau A du S.P.F. Finances a fait l'objet de négociations au sein du Comité de secteur II qui se sont clôturées par un protocole du 27 juillet 2005.[(3)] La mise en oeuvre de ce protocole a ensuite donné lieu à l'adoption de l'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant intégration dans le niveau A des titulaires d'un grade particulier du niveau 1 au Service public fédéral Finances et au Service des Pensions du Secteur public.

Le projet d'arrêté royal à l'examen vise à modifier l'arrêté royal du 3 mars 2005, précité, en ce qui concerne essentiellement les échelles de traitement du niveau A, spécifiques au S.P.F. Finances, ainsi que du Service des Pensions du secteur public. Celui-ci est un organisme d'intérêt public créé par la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public", qui est chargé, depuis le 1er janvier 2006, des missions précédemment confiées à l'Administration des pensions du ministère des Finances [(4)].

L'arrêté en projet participe ainsi, avec l'arrêté royal du 15 septembre 2006, précité, et les deux projets d'arrêtés ministériels faisant l'objet des avis 42.417/2 et 42.418/2, donnés ce jour, de la réforme des carrières particulières du niveau A du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public, donnés ce jour [(5)].

---

(2) Il s'agit de l'arrêté que le texte en projet vise à modifier.

(3) Celui-ci est mentionné dans le protocole de négociation syndicale du 6 février 2007 joint à la demande d'avis. Voir aussi la lettre du Ministre de la Fonction publique à la Ministre du Budget du 30 juin 2006, également jointe à la demande d'avis.

(4) Voir notamment les articles 3 et 32 de la loi du 12 janvier 2006, précitée, dont il ressort que le Service des Pensions du Secteur public est un organisme d'intérêt public de catégorie A au sens de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

(5) Voir en ce sens la lettre du Ministre de la Fonction publique du 30 juin 2006, jointe à la demande d'avis.

.../...

Observation générale

Plusieurs dispositions, notamment les articles 11 et 18 utilisent le terme "peuvent". Ce terme est ambigu car il semble donner un certain pouvoir d'appréciation à l'autorité. À défaut de justification particulière, il convient de prévoir une obligation et non une faculté quant à l'octroi du bénéfice d'un régime pécuniaire plus favorable.

Observations particulières

Préambule

Alinéa nouveau à insérer après l'alinéa 1er

Dans la mesure où le projet concerne le statut pécuniaire du personnel du Service des Pensions du Secteur public, il trouve son fondement légal dans l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Il conviendra de faire mention de cette disposition dans un alinéa nouveau, à insérer après l'alinéa 1er.

Alinéas 2 et 3 (devenant alinéas 3 et 4)

Il n'y a pas lieu de mentionner dans le préambule des dispositions particulières des arrêtés royaux cités respectivement aux alinéas 2 et 3 (devenant les alinéas 3 et 4) du préambule, même si elles sont modifiées par le projet. Pareille méthode n'est en effet pas de mise pour un arrêté modificatif : cette mention ne répond à aucune nécessité, et, en outre, l'objectif d'information n'est pas rencontré lorsque, comme il advient souvent et comme tel est le cas en l'espèce, la modification résulte aussi de l'insertion d'articles *bis*, *ter*, etc.

Les mots "notamment les articles 1, 5, 23, 24, 26, 27, 29, 32 et 33", figurant à la fin de l'alinéa 2 (devenant alinéa 3), et les mots “notamment l'article 20", figurant à la fin de l'alinéa 3 (devenant alinéa 4), doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 9 (devenant alinéa 10)

Pour les motifs exposés ci-après dans l'observation relative aux signataires du projet, il conviendra d'ajouter la Ministre du Budget parmi les Ministres proposant le projet.

Dispositif

Article 12

De l'accord du délégué du ministre, les modifications suivantes seront apportées à la version française de l'article 12 du projet :

- aux paragraphes 3 et 4, le mot "pécuniairement" sera ajouté après les mots "dans laquelle ils étaient auparavant assimilés";

- dans chacun des trois alinéas du même paragraphe 4, au lieu d'écrire "ou à l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts", on écrira "ou dans les Services Extérieurs de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts".

Article 16

De l'accord du délégué du ministre, le mot "éventuellement" figurant dans l'article 35ter en projet doit être remplacé, dans la version française, par les mots "le cas échéant", et, dans la version néerlandaise, le mot "eventueel" par les mots "in voorkomend geval".

Article 20

Le délégué du ministre a confirmé que, dans l'alinéa 2 de l'article 38*quater* en projet, le mot "et" devait être sous-entendu entre les points 1/ et 2/. Il serait plus clair de compléter le texte en ce sens.

Article 23

Comme l'a admis le délégué du ministre, les mots introductifs de l'article 23 doivent être remplacés par une phrase liminaire grammaticalement correcte. Le délégué du ministre a indiqué que cette phrase liminaire serait rédigée comme suit :

> "Les échelles de traitement spécifiques suivantes peuvent être octroyées, par mesure transitoire, à certains agents du niveau A, auparavant titulaires d'un grade particulier du niveau 1 :".

Le mot "peuvent", utilisé dans cette phrase liminaire, s'explique, selon le délégué du ministre, par le fait que l'article 23 du projet ne sera appliqué que si cette disposition s'avère plus favorable aux intéressés que l'application des règles générales. L'article 23 serait à mettre en relation avec l'article 3 du projet, qui abroge l'article 1er de l'arrêté du 3 mars 2005, précité. L'article 23 du projet viserait à éviter que cette abrogation ne produise des effets défavorables pour certains agents.

Les mots "par mesure transitoire" signifieraient qu'il sera fait application de cette disposition aussi longtemps qu'il existe des agents auxquels elle trouve à s'appliquer.

Comme mentionné dans l'observation générale, ces intentions devraient mieux ressortir du dispositif projeté.

Article 25

En ce qui concerne la rétroactivité que l'article 25 envisage de donner à différentes dispositions du projet, il y a lieu de rappeler que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. Elle peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par une disposition législative. En l'absence d'autorisation légale, la rétroactivité ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Il ressort des explications fournies par le délégué du ministre que l'entrée en vigueur de la plupart des dispositions projetées est fixée au 1er décembre 2004 parce qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État (6). L'intention, en fixant l'entrée en vigueur du projet à cette date, serait d'aligner la situation des titulaires de grades particuliers sur celle des titulaires de grades communs (7). Quant aux articles 1er, 2 et 6, ils produiront leurs effets le 1er janvier 2006 parce qu'il s'agit de la date d'entrée en vigueur de la loi du 12 janvier 2006 portant création du "Service des Pensions du Secteur public" (8).

La rétroactivité prévue par l'article 25 du projet répond donc à un souci de cohérence dans l'application de la réforme des carrières des agents du S.P.F. Finances et du Service des Pensions du Secteur public. Il appartient toutefois aux auteurs du projet de vérifier que celui-ci ne comporte aucun effet rétroactif qui pourrait influencer de manière défavorable la situation pécuniaire des agents concernés (9).

Article 26

Il est renvoyé à l'observation particulière ci-après concernant les signataires du projet.

---

(6) Voir l'article 242 de cet arrêté.

(7) Voir l'article 21 de l'arrêté royal du 15 septembre 2006, précité : "Sauf disposition autre prise par Nous, l'arrêté royal du 4 août 2004 relatif à la carrière du niveau A des agents de l'État est d'application pour les titulaires d'un grade commun du niveau 1".

(8) Voir l'article 69 de cette loi.

(9) Voir l'avis 37.964/2, donné le 13 janvier 2005, sur le projet devenu l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral Finances et du Ministère des Finances.

Signataires

En vertu de l'article 47 des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, tout acte administratif portant révision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du personnel, doit être contresigné par le Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

Un projet devant être contresigné par les mêmes ministres que ceux qui le proposent [(10)], la Ministre du Budget doit également être cité parmi les ministres proposant le projet (à la fin du préambule) et à l'article 26 (ministres chargés de l'exécution du projet).

[(10)] Voir en ce sens l'avis 38.593/2, donné le 13 juillet 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 septembre 2005 portant modification de l'arrêté royal du 19 juillet 2001 établissant la liste des jeux dont l'exploitation est autorisée dans les établissements de jeux de hasard de classe I.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.416/2

VAN 26 MAART 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING

VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Gelet op de toegemeten termijn, de complexiteit van de aangelegenheid en het gebrek aan een verslag aan de Koning bij het ontwerp, was het niet mogelijk na te gaan of alle bepalingen van het ontwerp in overeenstemming zijn met de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie. Er kon evenmin worden onderzocht of het ontwerp zorgt voor de noodzakelijke samenhang met de andere regelgevingen betreffende de rechtspositie van ambtenaren. De stellers van het ontwerp behoren zorgvuldig na te gaan of met het ontwerp deze beginselen en vereisten in acht worden genomen.

Onder dit voorbehoud geeft het ontworpen koninklijk besluit aanleiding tot de volgende opmerkingen.

De strekking van het ontwerp

De loopbaan van het personeel van de federale Staat wordt sinds verschillende jaren grondig hervormd. Een reeks koninklijke besluiten is uitgevaardigd om de rechtspositie te regelen van ambtenaren bekleed met graden die de verschillende rijksbesturen gemeenschappelijk hebben [(1)].

---

(1) Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 5 september 2002 houdende hervorming van de loopbaan van sommige ambtenaren in de Rijksbesturen, het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel, het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de loopbaan van niveau D van het Rijkspersoneel en houdende diverse bepalingen betreffende de competentiemetingen en de gecertificeerde opleidingen en het koninklijk besluit van 22 november 2006 houdende diverse maatregelen inzake de loopbaan van het rijkspersoneel van de niveaus A, B, C en D.

Bovendien zijn bijzondere regels uitgevaardigd om rekening te houden met de eigenheden van sommige besturen, waaronder die van de Federale Overheidsdienst (FOD) Financiën. Een koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën heeft de specifieke weddeschalen vastgesteld die verbonden zijn aan bepaalde bijzondere graden van niveau 1 en aan bepaalde graden van de niveaus B, C en D [(2)]. Over de hervorming van de loopbanen van niveau A van de FOD Financiën zijn in sectorcomité II onderhandelingen gevoerd die afgesloten zijn met een protocol van 27 juli 2005 [(3)]. De uitvoering van dit protocol heeft vervolgens geleid tot de uitvaardiging van het koninklijk besluit van 15 september 2006 houdende de integratie in het niveau A van de titularissen van een bijzondere graad van het niveau 1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën en de Pensioendienst voor de Overheidssector.

Het voorliggende ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het voormelde koninklijk besluit van 3 maart 2005 te wijzigen, hoofdzakelijk wat betreft de weddeschalen van niveau A, die specifiek zijn voor de FOD Financiën, alsook die van de Pensioendienst voor de Overheidssector. Deze dienst is een instelling van openbaar nut die is opgericht bij de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de Overheidssector", die sedert 1 januari 2006 belast is met de taken waarmee de Administratie der pensioenen van het Ministerie van Financiën voorheen was belast [(4)].

Het ontworpen besluit, samen met het genoemde koninklijk besluit van 15 september 2006, en de twee ontwerpen van ministerieel besluit waarover de adviezen 42.417/2 en 42.418/2 handelen, die heden zijn uitgebracht, dragen aldus bij tot

---

(2) Het gaat om het besluit waarvan de ontworpen tekst de wijziging beoogt.

(3) Dit protocol wordt vermeld in het protocol betreffende de onderhandelingen met de vakbonden van 6 februari 2007, dat bij de adviesaanvraag is gevoegd. Zie ook de brief van de Minister van Ambtenarenzaken aan de Minister van Begroting van 30 juni 2006, die eveneens bij de adviesaanvraag is gevoegd.

(4) Zie onder meer de artikelen 3 en 32 van de voornoemde wet van 12 januari 2006, waaruit blijkt dat de Pensioendienst voor de Overheidssector een instelling van openbaar nut is die is ingedeeld bij categorie A als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

van de hervorming van de bijzondere loopbanen van niveau A van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector [(5)].

Algemene opmerking

In verschillende bepalingen, onder meer in de artikelen 11 en 18, worden de termen "mag" en "kunnen" gebezigd. Deze zijn misleidend daar ze aan de overheid een bepaalde beoordelingsbevoegdheid lijken te verlenen. Zonder enige specifieke verantwoording dient te worden voorzien in een verplichting, en niet in een mogelijkheid wat betreft de toekenning van een gunstiger bezoldigingsregeling.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Nieuw lid in te voegen na het eerste lid

Het ontwerp ontleent rechtsgrond aan artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, in zoverre het betrekking heeft op de bezoldigingsregeling van het personeel van de Pensioendienst voor de Overheidssector. Deze bepaling moet worden vermeld in een nieuw lid, dat na het eerste lid moet worden ingevoegd.

Tweede en derde lid (die het derde en vierde lid worden)

Er is geen aanleiding om in de aanhef melding te maken van specifieke bepalingen van de koninklijke besluiten die respectievelijk in het tweede en derde lid (die het derde en vierde lid worden) van de aanhef wordt aangehaald, ook al worden deze bepalingen door het ontwerp gewijzigd. Zulk een methode is immers niet toelaatbaar voor een wijzigingsbesluit : deze vermelding beantwoordt aan geen enkele noodzaak, en

(5) Zie in deze zin de brief van de Minister van Ambtenarenzaken van 30 juni 2006, die bij de adviesaanvraag is gevoegd.

bovendien wordt de informatiedoelstelling niet bereikt wanneer, zoals vaak geschiedt en *in casu* het geval is, de wijziging ook het gevolg is van de invoeging van artikelen *bis*, *ter*, enz.

De woorden "inzonderheid op de artikelen 1, 5, 23, 24, 26, 27, 29, 32 en 33" aan het slot van het tweede lid (dat het derde lid wordt) en "inzonderheid op artikel 20" aan het slot van het derde lid (dat het vierde lid wordt) dienen derhalve te vervallen.

Negende lid (dat het tiende lid wordt)

Om de redenen die hierna uiteengezet zijn in de opmerking over de ondertekenaars van het ontwerp, moet de Minister van Begroting worden toegevoegd aan de Ministers die het ontwerp voordragen.

Dispositief

Artikel 12

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat in de Franse versie van artikel 12 van het ontwerp de volgende wijzigingen worden aangebracht :

- in de paragrafen 3 en 4 wordt het woord "pécuniairement" toegevoegd na de woorden "dans laquelle ils étaient auparavant assimilés";

- in elk van de drie leden van dezelfde paragraaf 4 dient te worden geschreven : "ou dans les Services Extérieurs de l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts", in plaats van "ou à l'Administration de l'Inspection spéciale des impôts".

Artikel 16

Met goedvinden van de gemachtigde van de Minister moet in de Nederlandse versie van het ontworpen artikel 35*ter* het woord "eventueel" worden vervangen door de woorden "in voorkomend geval" en in de Franse versie het woord "éventuellement" door de woorden "le cas échéant".

Artikel 20

De gemachtigde van de Minister heeft bevestigd dat ervan moet worden uitgegaan dat tussen de onderdelen 1/ en 2/ van het tweede lid van het ontworpen artikel 38*quater* het woord "en" staat. De tekst in die zin aanvullen zou duidelijker zijn.

Artikel 23

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de formulering waarmee artikel 23 wordt ingeleid, moet worden vervangen door een grammaticaal correcte inleidende zin. De gemachtigde van de Minister heeft erop gewezen dat deze inleidende zin als volgt zou worden geredigeerd :

> "Bij wege van overgangsmaatregel kunnen de volgende specifieke weddeschalen worden verleend aan sommige ambtenaren van niveau A, die voorheen titularis waren van een bijzondere graad in niveau 1".

Het woord "kunnen", dat in deze inleidende zin is gebruikt, kan volgens de gemachtigde van de Minister hierdoor worden verklaard dat artikel 23 van het ontwerp slechts zal worden toegepast indien deze bepaling gunstiger blijkt voor de betrokkenen dan de toepassing van de algemene regels. Artikel 23 zou in verband moeten worden gebracht met artikel 3 van het ontwerp, dat artikel 1 van het voormelde besluit van 3 maart 2005 opheft. Artikel 23 van het ontwerp zou ertoe strekken te voorkomen dat deze opheffing voor sommige ambtenaren ongunstige gevolgen heeft.

De woorden "bij wege van overgangsmaatregel" zouden betekenen dat deze bepaling wordt toegepast zolang er ambtenaren bestaan op wie ze toepassing vindt.

Zoals in de algemene opmerking is aangegeven, zou deze bedoeling beter uit het ontworpen dispositief moeten blijken.

Artikel 25

Wat betreft de terugwerking die artikel 25 aan verschillende bepalingen van het ontwerp beoogt te verlenen, moet er weer op worden gewezen dat als algemeen rechtsbeginsel geldt dat administratieve handelingen geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien er geen wet is die terugwerkende kracht toestaat, kan terugwerking alleen uitzonderlijk worden aanvaard wanneer ze meer bepaald noodzakelijk is voor de continuïteit van de overheidsdienst of om een feitelijke of rechtelijke situatie te regulariseren en voor zover hierbij de vereisten inzake rechtszekerheid en de individuele rechten in acht worden genomen.

Uit de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de Minister blijkt dat als dag van inwerkingtreding van de meeste ontworpen bepalingen op 1 december 2004 is vastgesteld, omdat dit de datum is van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel [(6)]. Door voor de inwerkingtreding van het ontwerp deze datum vast te stellen, zou worden beoogd de situatie van titularissen van bijzondere graden af te stemmen op die van titularissen van gemeenschappelijke graden [(7)]. Wat de artikelen 1, 2 en 6 betreft,die hebben uitwerking op 1 januari 2006 omdat dit de datum is van de inwerkingtreding van de wet van 12 januari 2006 tot oprichting van de "Pensioendienst voor de overheidssector" [(8)].

---

(6) Zie artikel 242 van dat besluit.

(7) Zie artikel 21 van het voormelde koninklijk besluit van 15 september 2006 : "Behoudens door Ons aangenomen andersluidende bepaling is voor de titularissen van een gemene graad van het niveau 1 het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 betreffende de loopbaan van niveau A van het Rijkspersoneel van toepassing.".

(8) Zie artikel 69 van deze wet.

De terugwerking waarin artikel 25 van het ontwerp voorziet, is dus gericht op samenhang bij de toepassing van de hervorming van de loopbanen van de ambtenaren van de FOD Financiën en van de Pensioendienst voor de Overheidssector. De stellers van het ontwerp dienen echter na te gaan of het geen terugwerkende kracht verleent die de geldelijke situatie van de betrokken ambtenaren ongunstig kan beïnvloeden [(9)].

Artikel 26

Er wordt verwezen naar de bijzondere opmerking hierna betreffende de ondertekenaars van het ontwerp.

Ondertekenaars

Krachtens artikel 47 van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, wordt elke bestuurshandeling tot herziening van de reglementsbepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeringen voor het personeel, medeondertekend door de minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort.

Daar een ontwerp dient te worden medeondertekend door dezelfde ministers als degenen die het voordragen, moet de Minister van Begroting eveneens worden vermeld bij de ministers die het ontwerp voordragen (op het einde van de aanhef) en in artikel 26 (ministers belast met de uitvoering van het ontwerp) [(10)].

---

(9) Zie advies 37.964/2, gegeven op 13 januari 2005, over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 3 maart 2005 houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en het Ministerie van Financiën.

(10) Zie in deze zin advies 38.593/2, gegeven op 13 juli 2005 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 17 september 2005 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 tot vaststelling van de lijst van de kansspelen waarvan de exploitatie is toegelaten in de kansspelinrichtingen klasse I.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS